

CP : Bruno Le Maire annonce des mesures d'encadrement du prix de l'électricité : **encore un mensonge par omission !**

Le ministre de l'économie fait à nouveau des effets d'annonce sur l'encadrement du prix de l'électricité alors même qu'au niveau européen le gouvernement français soutient une réforme visant à renforcer le marché de l'électricité au seul profit des énergéticiens. Donc quand Bruno Le Maire laisse croire que l'État reprend le contrôle du prix de l'électricité : c'est faux!

Il annonce d'abord un accord entre EDF et l'État sur un prix de vente de 70€ le MWh pour toute l'électricité nucléaire produite en France. Oui, mais un prix de vente garanti à qui? L'État s'engage simplement à racheter à 70€ chaque MWh d'électricité nucléaire à EDF pour garantir la rentabilité financière de l'entreprise. **Cela n'assure pas aux ménages, collectivités et entreprises la garantie d'un tarif de vente de l'électricité puisque les prix payés par les usagers continueront à fluctuer sur le marché.**

Autre mensonge du gouvernement : les tarifs réglementés seront étendus à toutes les très petites entreprises à partir de 2026. Dont acte. **Sauf que la Commission prévoit en 2026 la suppression pure et simple des tarifs réglementés de vente pour tous.** Le seul outil restant pour approcher le prix de vente de l'électricité de son coût réel de production est amené à disparaître. **Soit Bruno Le Maire annonce désobéir à l'Union européenne, et dans ce cas il faut absolument étendre le TRV aux PME, collectivités ou encore banques alimentaires, soit il s'agit d'un mensonge de plus, à l'approche des élections européennes.**

Les factures des consommateurs qui ne sont pas aux TRV ont augmenté de 84%, les faillites ont explosé, 117 000 emplois dans l'industrie sont menacés. La France Insoumise le répète depuis des mois: il n'y aura pas d'autre issue que de refuser la réforme européenne qui renforce le marché au seul profit des énergéticiens.

Marina Measure, députée LFI au Parlement européen, en charge du suivi de la réforme du marché de l'électricité pour le groupe parlementaire The Left.